

ECOLE : SILENCE ... ON PRIVATISE

Suppression de 16 000 postes d'enseignants, classes plus chargées, classes maternelles amputées, suppression progressive des réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté (Rased), accélération des logiques de ghettos avec la fin de la carte scolaire, suppression des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), loi Carle sur le financement de l'enseignement privé par les municipalités... La liste est longue et bien connue.

Mais sa cohérence a-t-elle été suffisamment analysée ? A qui profite le crime ? Il ne s'agit pas seulement de faire des économies, mais d'un programme idéologique : faciliter l'évasion scolaire en direction du privé.

Il existe aujourd'hui 8 200 établissements catholiques sous contrat (soit 1 961 037 élèves), auxquels il faut ajouter 256 établissements juifs (38 000), huit protestants (2 760), 82 établissements bretons catholiques (4 241), 44 écoles bretonnes Diwan (3 076), 26 écoles basques (2 508), 50 occitanes (1 627) et huit catalanes (6 000). La France est divisée, moins citoyenne, mais ce n'est rien au regard de ce qu'on lui prépare.

L'Etat n'a plus d'argent pour l'école publique, mais en trouve pour financer l'ouverture de classes catholiques en banlieue. Xavier Darcos, ancien ministre de l'éducation nationale, a même promis 10 millions d'euros à l'école privée pour l'aider à payer ses formations (qu'il a supprimées dans le public !). Une facture que [Luc Chatel](#) hésite tout de même à régler. Peu importe. Le mécénat continuera par d'autres moyens : les niches fiscales.

Deux fondations consacrées à financer les écoles privées, surtout les plus religieuses, se sont vu reconnaître le statut d'"utilité publique" : la [Fondation Saint-Matthieu](#) et la Fondation pour l'école. Cette dernière est issue de "Créer son école", qui s'inspire d'un autre réseau : les Créateurs d'écoles.

Le livre d'[Eddy Khaldi](#) et [Muriel Fitoussi](#), *Main basse sur l'école publique* (Démopolis), nous éclaire sur la généalogie de ce mouvement : un mélange de hauts fonctionnaires, voire de futurs ministres (comme [Xavier Darcos](#)) et de têtes pensantes issues du Club de l'Horloge (Nouvelle Droite) ou de l'intégrisme catholique ("opusiens" et traditionalistes), bien décidés à animer ensemble un lobby en faveur du "pluralisme scolaire".

Le site "Créer son école" vous apprend à créer une "*école indépendante*". Et la Fondation pour l'école se charge du reste, c'est-à-dire des financements... Elle a obtenu le statut d'utilité publique en un temps record. Un an à peine après sa création, [François Fillon](#) signait le décret ! Désormais, 60 % à 75 % des dons qu'elle reçoit sont déductibles des impôts et donc investis dans les écoles hors contrats de son choix. Une liste de partenaires qu'[Anne Coffinier](#), sa fondatrice, ne tient pas à rendre publique, mais qui compte de nombreux établissements catholiques intégristes. Comme l'école de la Sainte-Famille à Dijon, tenue par la [Fraternité Saint-Pie-X](#).

L'inspection d'académie y a relevé des pratiques d'endoctrinement et d'humiliation (bonnet d'âne et Scotch sur la bouche) d'un autre âge. Sans que leurs rapports ne soient vraiment suivis d'effets. Ce qui n'est pas sans rappeler le climat d'impunité qui régnait à l'école bordelaise Saint-Projet, jusqu'à ce que les caméras des "Infiltrés", magazine de France 2, dévoilent le goût de ses élèves pour le racisme, et celui de ses profs pour Pétain. La fondatrice de la Fondation pour l'école ne cache pas qu'elle pourrait financer cette école si elle le demandait...

Il existe bien d'autres écoles, particulières ou communautaires, qui attendent de fleurir grâce aux niches fiscales saignant les déficits publics en plus des 7 milliards que l'Etat verse directement aux écoles privées au titre de la loi Debré. En l'occurrence, dix établissements musulmans, un établissement sikh, et 30 établissements protestants évangélistes auxquels s'ajoutent les 600 établissements (25 000 élèves) du mouvement "Créer son école"... C'est dire si les niches fiscales ne font pas que creuser la dette. Elles creusent aussi la tombe de l'esprit républicain.

Caroline Fourest (Sans détour)

Article paru dans l'édition du 04.09.10